

**«Nous sommes confrontés à la grande urgence du moment. Le progrès humain n'est ni automatique ni inévitable... Sur des os blanchis et des ruines de nombreuses civilisations, on peut lire ces mots pathétiques: trop tard.» Martin Luther King Jr**

Il est temps de jeter un nouveau regard sur la manière de changer le monde.

Nombreux sont ceux qui entament des actions individuelles – signature de pétition, donations à des institutions caritatives, recyclage. C'est important. Mais cela peut-il vraiment faire la différence nécessaire pour combattre l'injustice et contrôler un climat qui se dérègle de plus en plus vite?

Qui a le pouvoir de changer le monde?

Quelle appui pouvez-vous réellement apporter?

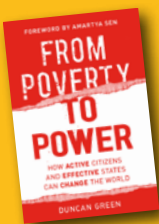
Ce petit livre décrit quelques-uns des plus grands défis auxquels le monde fait face et montre comment utiliser votre propre pouvoir pour lutter en faveur d'un changement positif. Il vous invite à rejoindre un mouvement d'hommes et de femmes qui sont persuadés que l'on peut affronter l'inégalité.

Avant qu'il ne soit trop tard.

L'urgence du moment

# L'urgence du moment

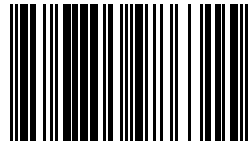
**Un petit livre sur la folie de l'inégalité et de la pauvreté: comment elles brisent la vie des personnes et pourquoi y remédier permettrait-il d'améliorer les choses pour nous tous?**



Renseignez-vous sur les sujets abordés Lisez «De la Pauvreté au Pouvoir» ou visitez

[www.fp2p.org](http://www.fp2p.org)

ISBN 978-0-85598-631-5



9 780855 986315 >



## L'urgence du moment

Est basée sur l'analyse et les arguments présentés dans la publication phare d'Oxfam International, «De la Pauvreté au Pouvoir». Si vous voulez vraiment vous plonger dans les problématiques abordées ici, commander une copie sur [www.oxfam.org.uk/publications](http://www.oxfam.org.uk/publications).

Pour nous faire part de vos idées ou questions, et prendre part au débat qui se déroule actuellement sur la réduction de l'inégalité, visitez [www.fp2p.org](http://www.fp2p.org)

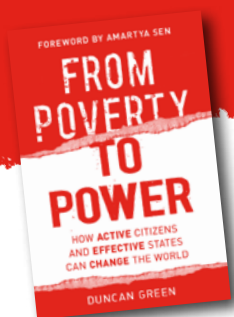
Toutes les références des statistiques et des études de cas reprises dans ce livre peuvent être consultées dans «De la Pauvreté au Pouvoir».

## De la Pauvreté au Pouvoir

Comment des citoyens actifs et des états efficaces peuvent changer le monde, par Duncan Green

«Dites-nous que ce que nous devons faire durant le temps limité dont nous disposons pour empêcher une tragédie humaine et écologique, qui concernera, d'une façon ou d'une autre, chacun d'entre nous.»

Larry Elliott, *The Guardian*





# L'urgence du moment

**Duncan Green  
et Isobel Allen**

Traduit par Thomas et Quentin Noirfalisse



**Oxfam**

Publié pour la première fois par Oxfam GB en 2008

© Oxfam GB 2008

ISBN 978-0-85598-631-5

Illustrations © John French

Design du livre par Kelvin Jenkins

Toutes les citations tirées de la «Voix des Pauvres», l'étude de la Banque Mondiale, peuvent être trouvées à: <http://go.worldbank.org/H1N8746X10>

Une notice cataloguée de cette publication est disponible à la British Library

Tous droits réservés. Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication ou d'un de ses segments est permise si :

- Vous êtes en possession d'une permission préalable et écrite de l'éditeur ; ou
- Vous êtes en possession d'une autorisation de la Copyright Licensing Agency Ltd, 90 Tottenham Court Road, London W1P 9HE, ou de toute autre agence nationale de droit d'auteur ; ou
  - Les citations sont destinées à une critique du travail ; ou
  - L'usage répond aux conditions précisées ci-dessous.

Cette publication est protégée par des droits d'auteur : elle peut-être reproduite, par n'importe quelle méthode et sans frais, pour des raisons pédagogiques, mais ne peut pas être revendue.

Une permission formelle est nécessaire, mais elle sera, normalement, directement accordée. Dans toutes les autres circonstances, la reproduction, l'utilisation dans d'autres publications, la traduction ou l'adaptation des contenus est soumise à l'obtention d'une autorisation écrite de l'éditeur et un paiement des droits peut être demandé.

L'information contenue dans cette publication est correcte au moment de mettre sous presse.

Disponible chez:

BEBC Distribution, PO Box 1496, Parkstone, Dorset, BH12 3YD, UK  
tel: +44 (0)1202 712933; fax: +44 (0)1202 712930; email: [oxfam@bebc.co.uk](mailto:oxfam@bebc.co.uk)

Pour obtenir les contacts des agents locaux et des représentants basés dans d'autres pays, consultez notre site Internet: [www.oxfam.org.uk/publications](http://www.oxfam.org.uk/publications) ou contactez Oxfam Publishing, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK tel +44 (0) 1865 472255; fax (0) 1865 472393; email: [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Notre site Internet contient une base de données entièrement accessible, ainsi que les options nécessaires à une commande en ligne sécurisée.

Publié par Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK

Imprimé par Oxuniprint, Unit 10, Oxonian Park, Kidlington, Oxfordshire OX5 1FP, UK.  
Couverture et pages intérieures imprimées sur du papier 100% recyclé après utilisation par le consommateur.

Oxfam GB est une institution de bienfaisance enregistrée, no. 202 918, membre d'Oxfam International.

## **Table des matières**

<b>1 Exploration de l'inégalité</b>	5
<b>2 Redistribuer le pouvoir</b>	21
<b>3 Partager les richesses</b>	29
<b>4 Réduire la peur et l'angoisse</b>	39
<b>5 Changer les règles</b>	49
<b>6 Dépêchons-nous</b>	59



Un immeuble destiné aux classes fortunées de Lucknow (Inde) regarde de haut les cabanes de fortune qui abritent la communauté de chiffonniers de Shanti Busti («Le bidonville de la Paix»).

Photo: Tom Pietrasik / Oxfam

# I.

## Exploration de l'inégalité

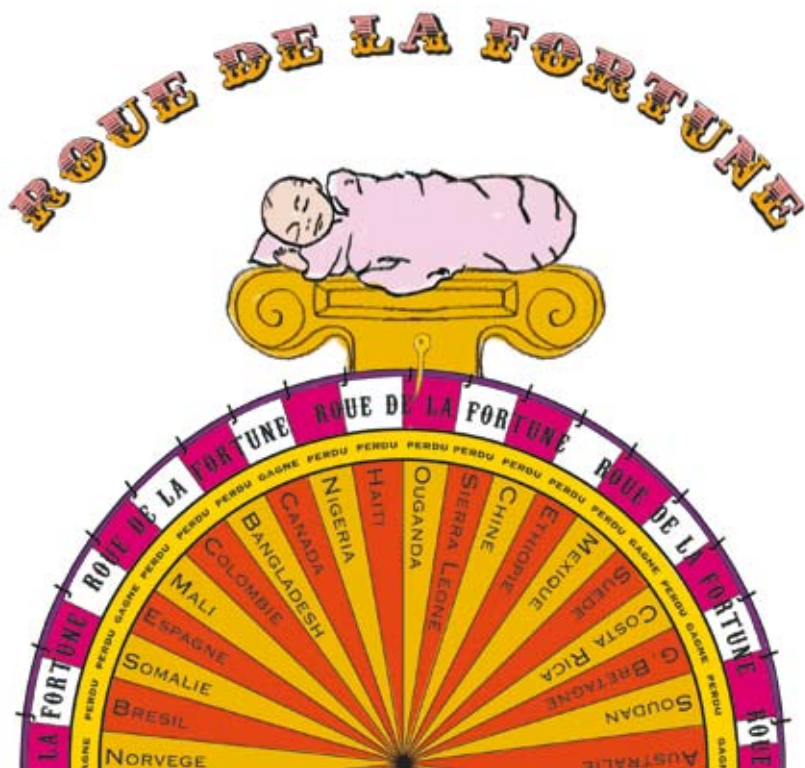
**I**l y a des moments où le monde change, et celui-ci devrait en être un. Ce livre expose une vision: celle de communautés d'hommes et de femmes qui bénéficient, partout, d'une éducation, d'une bonne santé, d'une dignité, de droits et d'une voix. Bref, des êtres humains à la tête de leurs propres destinées. Cette perspective devrait nous pousser tous à agir maintenant, ensemble, pour engendrer un changement réel et durable.

«L'inégalité» c'est le statu quo. Cette inégalité entre les peuples est énorme, en termes d'accès aux ressources, de concertation pour la prise de décision, de respect des droits de l'homme et de leur sécurité et de discrimination. Réduire cette inégalité est un acte juste, du point de vue moral, et nécessaire, sur le plan pragmatique, à l'édification future d'une sécurité climatique et économique globale. Tandis que notre planète rentre dans une nouvelle période de pénurie, les inégalités croissantes peuvent aggraver le manque de nourriture, d'eau, de terres et de carbone, les transformant en une source de conflit susceptible de déstabiliser des nations entières. Ceux qui pensent que leur intérêt à court terme l'emporte sur tout impératif moral d'action doivent être convaincus. Ce livre peut les aider.



Il pose des questions cruciales. Pourquoi des pays comme la Corée du Sud ou le Vietnam se sont développés si rapidement, tandis que d'autres restent enfoncés dans la pauvreté ? La démocratie est-elle nécessaire au développement ? Pourquoi les inégalités s'accroissent, un peu partout dans le monde, et que font les états et les citoyens pour tenter de les réduire ? La lutte contre le changement climatique est-elle incompatible avec la croissance économique ? L'aide fait-elle partie de la solution ou du problème ? Que pouvons-nous faire, en tant que citoyens soucieux, afin d'apporter le changement ?

Ce livre ne prétend pas apporter toutes les réponses. Il est petit et les problèmes abordés sont gigantesques. «De la pauvreté au pouvoir» est un livre plus exhaustif, qui explore ces



questions en profondeur. L'analyse présentée ici se base sur cet ouvrage. Si vous voulez en savoir plus, n'hésitez pas à vous plonger dans «De la pauvreté au pouvoir», [www.fp2p.org](http://www.fp2p.org)

Nous vous présentons Mai et Aminatta, deux petites filles, originaires respectivement de Norvège et de Sierra Leone. Mai est née dans un hôpital bien équipé. Sa mère et elle ont toutes les deux survécu à l'accouchement ; Mai ira à l'école dès l'âge de six ans, et, plus tard, elle entrera plus que probablement dans une université. Aminatta avait une chance sur quatre de mourir à la naissance ; sa mère, une sur 47 de mourir en couches. Elle est née à la maison, sans sage-femme, dans un bidonville

presque dépourvu d'installations

sanitaires et d'approvisionnement en eau.

Si Aminatta survit, il y a une chance sur

trois qu'elle n'aille jamais à l'école. En

Sierra Leone, une femme sur quatre,

seulement, peut lire et écrire. Etudier à

l'université n'est donc qu'un rêve

impossible. Aminatta aura du mal à

trouver un emploi dans un pays où le chômage atteint 80%. Les

perspectives d'avenir de Mai sont moins sombres : si elle tombe

malade ou perd son emploi, la sécurité sociale lui permettra

d'avoir assez d'argent pour survivre. Aminatta ne dispose pas de

ce type de garantie de sécurité. Elle fera tout plus tôt que Mai :

commencer à travailler, avoir des enfants, et, enfin, mourir. En

Sierra Leone, l'espérance de vie moyenne des femmes est de 42

ans, pour 82 ans en Norvège.

---

**En Sierra Leone, l'espérance de vie moyenne des femmes est de 42 ans, pour 82 ans en Norvège.**

---

Du berceau à la tombe, les chances de ces femmes sont

conditionnées par l'ampleur de l'inégalité qui caractérise le monde moderne. Jetons un œil sur quelques chiffres.

Le revenu total des 500 milliardaires les plus riches du monde est supérieur à celui des 416 millions de personnes les plus pauvres.

Chaque année, l'économie globale engendre pour \$9500\* de biens et de services pour chaque homme, femme et enfant – 25 fois la somme annuelle de \$365 qui définit le statut d'« extrême pauvreté » d'un milliard d'êtres humains. A chaque minute, quelque part dans le monde en développement, 20 enfants succombent à des maladies évitables, telles que la diarrhée ou la malaria et une femme meurt inutilement en couches. Parmi les trois milliards de personnes vivant aujourd'hui dans des villes, un milliard d'entre elles vivent dans des bidonvilles, en marge de la société et sous la menace des maladies et de la violence. Plus de 880 millions de personnes sont sous-alimentées, 33,2

---

**Chaque minute, quelque part dans le monde en développement, 20 enfants succombent à des maladies évitables, telles que la diarrhée ou la malaria et une femme meurt inutilement en couches.**

---

millions sont touchées par le VIH – dont 22,5 millions en Afrique sub-saharienne. L'Organisation mondiale de la Santé affirme que le changement climatique a causé, durant les 30 dernières années, plus de 150 000 morts par an. La plupart était originaire des pays pauvres. Selon les Nations unies, il faudrait 300 milliards de dollars chaque année pour ramener tout le monde

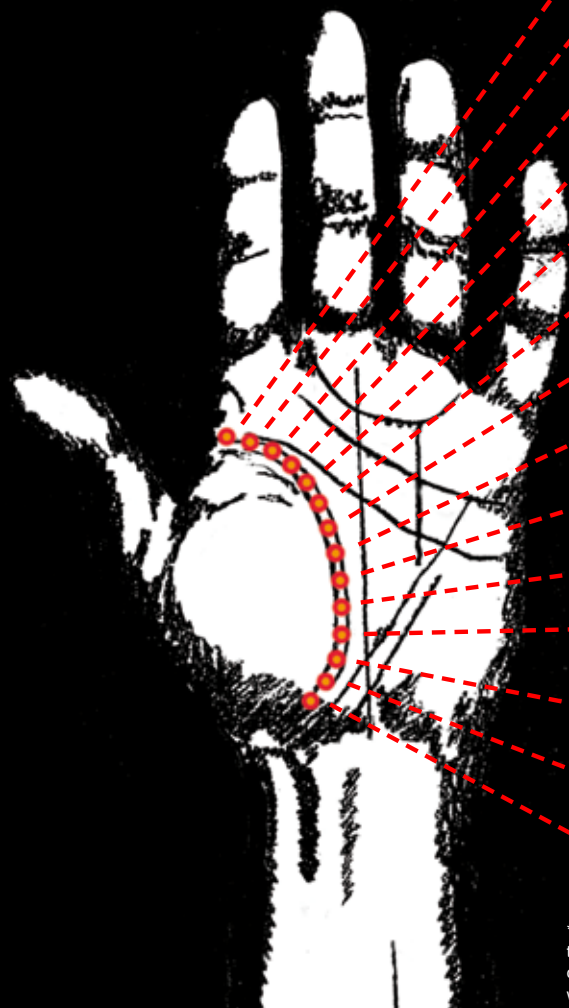
au-dessus du seuil d'extrême pauvreté (fixé à 1 dollar par jour). Cette somme représente un tiers de la dépense militaire mondiale.

Tel est le portrait désolant d'un monde fracturé où l'inégalité grandit sans cesse. Mais ces conséquences liées à la santé et à la richesse et facilement démontrables ne constituent qu'un chapitre de l'histoire. L'inégalité va bien au-delà des différences de revenus. Ceux qui sont du côté des perdants font tous les jours l'expérience de l'impuissance, de la frustration, de la vulnérabilité et de l'exclusion du processus de prises de décision. De plus, ils doivent faire face à un manque d'accès aux services publics (santé, éducation et accès aux services bancaires, même là où ils existent).

\*Ce livre utilise le dollar américain (\$) parce que cette devise est la plus utilisée et la plus reconnue dans les discussions sur le développement mondial.

## Quelle est la longueur de votre ligne de vie ? Les causes de mortalité prématurée dans le monde\*

Certaines causes de mortalité reçoivent bien plus d'attention – et de financement pour leur prévention – que d'autres. Cet état de fait creuse davantage les inégalités.



- **Tabac**  
4,9 millions
- **Sous-alimentation infantile** 3,5 millions
- **Surcharge pondérale et obésité** 2,6 millions
- **Pollution de l'air** (dans les villes et à l'intérieur) 2,6 millions
- **VIH et SIDA**  
2,1 millions
- **Alcool**  
1,8 million
- **Maladies transmises par l'eau** 1,8 million
- **Accidents de la route** 1,2 million
- **Suicide**  
870,000
- **Violence interpersonnelle** 572,000
- **Naissance ou maladies liées à la grossesse**  
530,000
- **Armes à feu légères** (en situation de conflit ou pas)  
248,000-367,000
- **Conflits armés**  
172,000
- **Terrorisme**  
20,500

\*Chiffres de 2002 environ, l'ensemble des tableaux et des sources sont disponibles dans « De la Pauvreté au Pouvoir »  
[www.fp2p.org](http://www.fp2p.org)

Les différentes dimensions de la pauvreté et de l'inégalité se renforcent l'une l'autre. De nombreuses personnes en situation de pauvreté subissent des discriminations ; mais beaucoup d'autres sont pauvres précisément parce qu'elles sont victimes de discriminations et d'un déni de leurs droits. Dans de nombreuses sociétés, ce n'est pas le revenu ou la richesse qui est le facteur principal, c'est souvent le genre : même des femmes relativement aisées doivent faire face à l'exclusion et la discrimination.

En Inde et en Chine, la discrimination à l'égard des femmes et des filles démarre parfois avant même la naissance, à cause de l'avortement sélectif. Elle continue ensuite, puisque les filles

---

**«La pauvreté, c'est la douleur. C'est comme une maladie. Elle ne vous attaque pas que du point de vue matériel. C'est aussi moral. Elle vous enlève toute dignité et vous mène au désespoir le plus complet.»**

Une femme pauvre en Moldavie,  
«Voix des Pauvres»\*

sont relativement négligées. Dans ces deux pays, il manque 80 millions de femmes par rapport à la répartition normale de la population. Au Brésil, les noirs sont deux fois plus susceptibles de mourir de manière violente que les blancs. Un tiers d'entre eux, seulement, aura la chance d'aller à l'université. L'inégalité ne concerne pas que le monde en développement. Le taux de mortalité infantile parmi la population canadienne indigène est deux à trois fois plus élevé que la moyenne nationale. De plus, les

Canadiens indigènes meurent 20 ans plus tôt. L'inégalité peut annuler les effets positifs de l'appartenance à une société aisée. Au Brésil, le salaire moyen est trois fois supérieur à celui du Vietnam. Pourtant, si l'on compare les revenus des 10% de personnes les plus pauvres, les Vietnamiens gagnent plus que les Brésiliens.

Les effets du changement climatique seront davantage ressentis dans les pays les plus pauvres, qui sont pourtant ceux qui ont le moins contribué à façonner cette crise planétaire.

\*Citation tirée de «Voix des Pauvres», une étude de la Banque Mondiale (publiée en 2000) qui a interrogé 64,000 personnes en situation de pauvreté.

# Qu'est-ce qui ne va pas avec l'inégalité?

De plus en plus, les économistes reconnaissent que l'inégalité endommage la société en freinant la croissance économique.

**L'inégalité gaspille le talent.** Si les femmes n'ont pas accès à de bons emplois, la moitié du talent d'une nation est dilapidé. Si tous les états indiens faisaient de leur mieux pour supprimer les discriminations à l'égard des femmes sur le lieu de travail, la production totale augmenterait d'un tiers. Lorsque les banques refusent des prêts à des personnes pauvres, des opportunités économiques sont gâchées.

**L'inégalité ébranle la société et ses institutions.** Dans une société inéquitable, les élites ont moins de peine à contrôler le gouvernement et les autres institutions et à les manipuler dans le sens de leurs propres intérêts plutôt qu'au profit du bien-être économique général.

**L'inégalité sape la cohésion sociale.** Lorsqu'elle se manifeste dans des causes individuelles, elle contribue au crime. Si elle apparaît dans les relations entre différents groupes ethniques, par exemple, elle augmente les risques d'éclatement d'un conflit qui pourrait ramener tel ou tel pays des décennies en arrière.

**L'inégalité limite l'efficacité avec laquelle la croissance économique peut réduire la pauvreté.** Une augmentation de la croissance d'un pour cent bénéficiera plus aux pauvres dans une société égale que dans une société inégale.

**L'inégalité transmet la pauvreté d'une génération à la suivante.** La pauvreté d'une mère peut anéantir affreusement la vie entière de son enfant.

Le reste de ce livre va examiner quatre facettes de la vie qui contribuent à l'accroissement des inégalités et qui doivent être réformés : le rôle du pouvoir et de la politique (Chapitre 2), de l'économie et des marchés (Chapitre 3), des risques et des chocs tels que la maladie ou les désastres (Chapitre 4) et les systèmes et institutions internationales (Chapitre 5). Le Chapitre 6 traitera du rôle que vous pouvez jouer. Chaque chapitre examine ce qui peut réduire l'inégalité et accroître le développement. Il n'y a pas de recette toute faite qui fonctionne en toute circonstance. Il y a, néanmoins, certains ingrédients qui semblent être communs aux grandes réussites, certaines situations qui mènent à plus d'égalité et à moins de pauvreté que d'autres. Parmi ces ingrédients, deux

---

**«Qu'est-ce qui détermine la pauvreté ou le bien-être? La destinée des populations indigène, c'est d'être pauvre.»**

Une femme pauvre en Equateur,  
«Voix des Pauvres»

---

sont indispensables: des «citoyens actifs» et des «états efficaces». Lorsqu'ils sont présents, l'inégalité et la pauvreté peuvent être réduites.

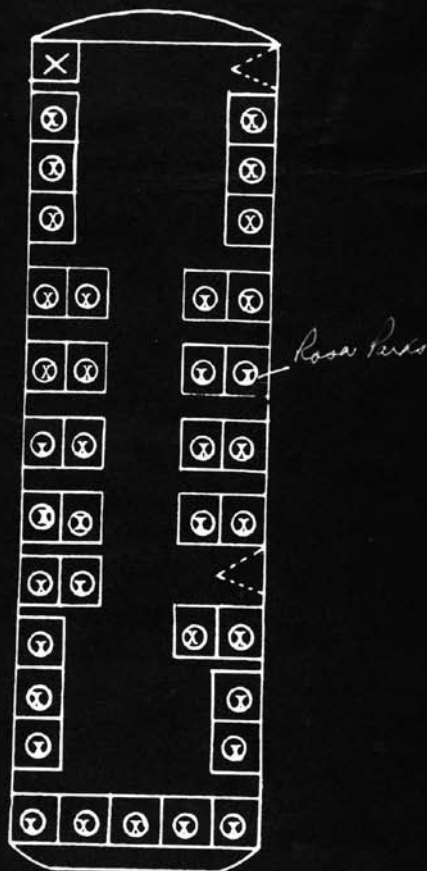
Les «citoyens actifs» sont des hommes et des femmes capables d'exercer leurs droits et leurs devoirs dans leurs relations entre

eux et avec l'état. La citoyenneté possède des avantages intrinsèques : les gens peuvent s'exprimer et déterminer leurs propres destinées. Ce n'est pas tout : lorsque les hommes et les femmes sont responsabilisés, conscients de leurs droits et capables de les réclamer, ils peuvent demander aux états de répondre de leurs actes, faire en sorte que l'inégalité soit réduite et gagner leur droit à la liberté et à la dignité.

Les «états efficaces» garantissent la sécurité de leurs populations, ils conçoivent et mettent en œuvre des stratégies en faveur d'une croissance économique durable, ils sont responsables devant leurs citoyens et protègent les droits de ces derniers. L'Histoire montre qu'aucun pays n'a prospéré sans avoir un gouvernement qui gère activement le processus de développement.

Les états efficaces ont des gouvernements qui désirent et qui peuvent canaliser les ressources en vue d'une amélioration du bien-être de leurs citoyens.

EXHIBIT "A"  
 Attached to  
 Exhibit C  
 2/22/1956  
 W.N.D.



Agencement des sièges du bus dans lequel Rosa Parks, une afro-américaine, lança le mouvement des droits civiques américains en refusant de donner son siège à un homme blanc, le 1er Décembre 1955 à Montgomery, en Alabama. Le schéma fut montré à son procès. «Lorsque le conducteur blanc fit quelques pas vers nous, nous fit signe de la main et nous ordonna de quitter nos sièges, un sentiment de détermination a enveloppé l'ensemble de mon corps, comme une couette durant une nuit d'hiver.»

Crédit: Administration des archives et des documents nationaux (National Archives and Records Administration), Région du Sud-est (Atlanta, USA)



Ce livre soutient l'idée que le travail lié à la réduction des inégalités doit soutenir le développement d'états efficaces et de citoyens actifs. Les politiques, les règlements et les institutions internationales doivent être réformées afin que les règles concernant le changement climatique, les flux de capitaux, la migration, les conflits, le commerce et les investissements placent les intérêts des populations et des communautés pauvres en premier. Les citoyens actifs de par le monde peuvent appuyer et promouvoir les efforts des citoyens des pays en développement. Les grandes multinationales et les organisations internationales, dont Oxfam, ont un rôle à jouer. Un des défis clés pour les militants des pays riches est de comprendre que les pays en développement et leurs citoyens sont réellement ceux qui peuvent faire changer les choses. Les premiers doivent donc explorer les différentes manières de les soutenir.

Tout est possible. Des changements majeurs bousculent le statu quo mondial, avec des effets profonds et durables. Si le mouvement anti-esclavagiste avait échoué, imaginez le monde dans lequel nous vivrions. Vaincre une inégalité déstabilisante et qui ne mène qu'au gaspillage est le prochain grand défi de l'humanité.

*«La pauvreté massive et l'inégalité obscène sont de tels fléaux de notre époque – alors que le monde se glorifie d'avancées sidérantes dans l'univers des sciences, de la technologie, de l'industrie et de l'accumulation des richesses – qu'ils doivent être rangés dans le même panier du mal social que l'esclavage et l'apartheid.»*

Nelson Mandela, Londres, 2005

**Freshta, une afghane, parle de son engagement dans la campagne «We Can», lors d'une conférence au Sri Lanka. «We Can» vise à mettre fin aux violences perpétrées envers les femmes.**

Photo: Annie Bungeroth/Oxfam





Un visiteur de la foire annuelle du Millionnaire à Moscou avec une voiture Mercedes Benz incrustée de crystal Swarovski. Cette foire s'adresse aux goûts des gens super riches – vend des jets privés, des yachts et bien d'autres articles de luxe. Photo: Andy Hall

## Qu'est-ce qui ne va pas avec les milliardaires?

**N**e soyez pas naïfs. Il y aura toujours des gens plus riches que d'autres. «Voilà ce que l'on réplique aux tentatives de réduction des inégalités». Mais le problème n'est pas que des personnes soit plus riches ou plus pauvres que d'autres. Il s'agit plutôt de l'étendue des disparités. N'y a-t-il pas quelque chose qui ne tourne pas rond dans les systèmes et les valeurs qui sous-tendent un monde où le revenu des 416 millions d'êtres les plus pauvres est inférieur à celui des 500 plus riches milliardaires? Posons une question qui semble vraiment naïve : «Si les milliardaires avaient moins, les personnes vivant dans la pauvreté posséderaient-elles plus?»

Prenons un exemple. En 2008, la fortune de l'homme le plus riche du monde (l'investisseur américain Warren Buffett) s'élevait à \$62 milliards. Cela représente au moins 17% du revenu annuel des plus pauvres (\$365 par an, voire moins) et pourrait combler le fossé qui existe entre la pauvreté et une vie dotée d'opportunités et de choix plus nombreux.

Quels sont les effets de cette inégalité énorme à l'échelle d'une société entière ? La plupart des populations aspirent à la richesse : elles veulent ce qu'elles voient que les autres possèdent. Le luxe symbolise ce qu'une vie peut compter d'agréable. Dans les prisons colombiennes, des jeunes sont prêts à tuer pour une paire de baskets Nike. Qu'est-ce que cela

---

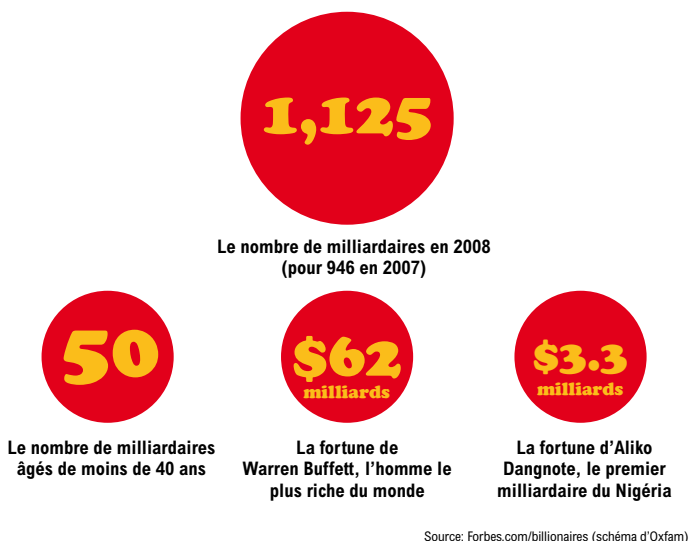
**En Afrique du Sud, les firmes de sécurité qui assurent la sécurité des riches propriétés, à grand renfort de fil barbelé et de gardes armés, sont un des business les plus lucratifs du pays.**

---

peut-il nous raconter sur l'impact des inégalités sur la cohésion sociale et la manière dont les gens s'entendent ? En Afrique du Sud, les firmes de sécurité qui assurent la sécurité des riches propriétés, à grand renfort de fil barbelé et de gardes armés, sont un des business les plus lucratifs du pays. L'inégalité coûte de l'argent et renforce le crime : les sommes dépensées pour la protection des

biens de luxe des riches pourraient à elles seules satisfaire les besoins essentiels de millions de personnes. Les coûts engendrés par le maintien de l'ordre, par exemple, sont immenses. Sans même parler des pertes économiques liées à un manque d'éducation ou à un mauvais état de santé des gens.

Les règles internationales semblent jouer en faveur d'une création de richesses destinées à un petit cercle de privilégiés. Les lois permettent aux entreprises de détenir des comptes et des investissements offshore et donc de réduire leurs dépenses fiscales et de priver des états de l'argent nécessaire pour construire des routes, des écoles et des hôpitaux. Ces règles peuvent-elles être différentes ? Quelles sont les alternatives au



Le système de réduction de la pauvreté par répartition des gains de la croissance, par lequel les populations les plus pauvres sont censées se satisfaire des miettes laissées dans l'assiette du développement ?

Les milliardaires symbolisent les extrêmes de l'inégalité. Leur nombre grandit (946 en 2007, 1125 en 2008). Ils sont au sommet de l'échelle des riches qui possèdent la majeure partie des ressources mondiales – tandis que des millions d'autres font sans. Il y a assez pour tout le monde. Si une partie de la volonté politique, de l'argent, de l'ingéniosité et des efforts qui sont à l'origine de la création de richesses était affectée à l'aide aux populations pauvres et aux pays en voie de développement, les inégalités pourraient être réduites.



**Les institutions de bienfaisance avaient l'habitude de dire que si vous donnez un poisson à un homme, il aura à manger pour un jour, mais que si vous lui apprenez à pêcher, alors, vous le nourrissez pour toute sa vie.**

**Mais...**

**«Cet homme pourrait tout aussi bien être une femme et cette femme peut déjà savoir comment pêcher.**

**Ce qu'elle désire, c'est que sa rivière soit à l'abri des compagnies illégales d'exploitation du bois et des braconniers.**

**Elle préférerait que son gouvernement ne construise pas des barrages gigantesques... Barrages qui ont déjà endommagé ses moyens d'existences.**

**Elle préférerait que la police n'expulse pas, dans la violence, des communautés, afin de faire de la place pour ce barrage.**

**Elle ne veut pas la charité. Elle veut qu'on respecte ses droits fondamentaux.»**

**Une dirigeante d'un village au Cambodge**

# 2.

## Redistribuer le pouvoir

**L**a politique est à la racine du développement et de la réduction de l'inégalité. Certaines personnes disent qu'elles ne font pas de politique. Cela revient à dire qu'on ne respire pas. La politique est simplement le nom du processus par lequel des groupes de population prennent des décisions, que ce soit à un niveau international, national, communautaire, familial. A moins que vous ne viviez en ermite, sur un lopin de terre sans propriétaire ni gouvernement, dans une autosuffisance complète, la politique vous concerne toujours – et vous contribuez à la modeler. A son tour, elle façonne les relations entre citoyens et états, et joue un rôle central dans la réduction des inégalités.

La politique ou la prise de décision en groupe concernent fondamentalement le pouvoir : la capacité d'atteindre un but avec ou sans l'assentiment des autres. Qui le possède, comment l'exercent-ils, comment l'utilisent-ils – le pouvoir modèle nos interactions et est omniprésent, dans les pensées les plus profondes des individus et des groupes.



Les relations de pouvoir sont complexes :

**Le pouvoir sur autrui** : celui du fort sur le faible. Ce pouvoir peut être dissimulé – par ex. ce que les élites parviennent à garder à l'écart du débat politique ;

**Le pouvoir orienté** : la capacité de décider d'entreprendre des actions et de les mettre en œuvre ;

**Le pouvoir avec les autres** : il est collectif et se modèle à travers l'organisation, la solidarité et l'action conjointe ;

**Le pouvoir «intérieur»** : confiance en soi, qui est souvent liée à la culture, la religion ou d'autres aspects de l'identité, et qui influence notre jugement quand à la légitimité ou l'acceptabilité de nos actions et de nos pensées. L'impuissance est citée par les hommes et les femmes pauvres comme un des traits déterminant leurs vies. Ils ressentent l'inégalité comme une absence de «voix» et de choix.

L'impuissance peut être vécue par des personnes qui sont tellement concentrées sur leur propre survie qu'elles ne peuvent rien planifier au-delà des quelques prochains repas. Ou par une épouse battue dans une société qui admet la violence à l'égard des femmes. Ou par de pauvres agriculteurs, dont l'opinion pèse moins que les intérêts commerciaux des grandes entreprises. Ou par des personnes qui ne peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école. Ces profondes inégalités de pouvoir sont également présentes dans les sociétés riches. Le manque de pouvoir n'est pas un accident. Les relations de pouvoir inégales ont été créées, entretenues et renforcées au moyen de valeurs et d'attitudes culturelles, religieuses ou nationales de longue date.

La Déclaration universelle des droits de l'homme offre un cadre qui reconnaît les droits de l'homme comme une responsabilité universelle. Elle expose les droits que les états doivent garantir (dont le droit de ne pas subir la torture), ceux qu'ils doivent respecter (tels que le droit à l'autodétermination : «les peuples doivent être libres de décider de leurs propres

orientations politiques et de poursuivre leur propre développement économique et culturel») et ceux qu'ils doivent promouvoir et financer (dont les services essentiels, comme l'éducation). La protection et le respect des droits des peuples doivent être deux des fonctions principales de tout gouvernement et dirigeant. Elles doivent se situer au centre de toute politique. Les gouvernements efficaces feront respecter les droits des citoyens à avoir accès à des services de base, tels que l'éducation ou des soins de santé corrects, à pouvoir s'exprimer sur les questions qui les concernent, et à ne pas être victime de persécutions ou de discriminations.

Les citoyens peuvent également réclamer ces droits. Mais un manque d'accès à l'éducation et à l'information relatives à ces derniers peut, en soi-même, être un symptôme de cette impuissance. Si vous ne connaissez pas vos droits, comment pouvez-vous les revendiquer ? Si vous vivez dans la pauvreté, sans accès à des soins de santé ou à une éducation de base, ou si vous vivez aux marges de la société, sans pouvoir vous faire entendre, où pourrez-vous trouver la capacité et l'énergie de réclamer vos droits les plus fondamentaux ? Un accès aux services les plus essentiels et la capacité d'émettre vos opinions peuvent être deux conditions préalables à une citoyenneté active et une défense de vos droits, ainsi qu'une conséquence de ces deux actions. Une organisation collective et un gouvernement réceptif font également partie des ingrédients essentiels. Songez à cet exemple de changement.

En juillet 2007, les Chiquitanos, peuple bolivien, ont obtenu un droit légal sur le territoire indigène de Monteverde, où habitent 120,000 personnes. Les Chiquitanos avaient perdu leurs terres durant la colonisation ainsi que leur liberté durant le boom du caoutchouc au début du vingtième siècle. Ils étaient achetés et vendus en même temps que les domaines dédiés à la

---

**Les femmes et les hommes pauvres ressentent l'inégalité comme une absence de voix et de choix.**

---

production de caoutchouc où ils travaillaient. Les Chiquitanos se sont mobilisé et ont collaboré, avec le soutien d'un ensemble de populations indigènes de l'est de la Bolivie. Ils ont commencé à revendiquer leurs droits collectifs sur leur territoire. En 1990, ils ont organisé une marche sur la capitale. Saisissant l'ampleur des mouvements indigènes, la Bolivie changea sa constitution pour redéfinir l'état comme «multiculturel». Cet événement ouvrit la voie à d'autres lois permettant aux populations indigènes de participer aux gouvernements locaux. En 2000, il y eut une vague de protestations plus générale sur la privatisation des services d'eau. Cette crise créa le contexte dans lequel la population demanda une «refonte complète de la République.» Le président bolivien fut obligé de démissionner en 2003 et les populations qui n'étaient pas intégrées dans les partis politiques traditionnels eurent le droit de se présenter aux élections locales. En 2005, ces avancées furent profitables aux hommes et femmes indigènes. «Nous avons eu un maire élu», raconte un leader Chiquitano. «Maintenant, le [dirigeant régional] doit écouter nos demandes». En décembre 2005, la Bolivie a élu son premier président indigène et des personnes qui n'avaient jamais imaginé obtenir un poste public de haut niveau devinrent ministres.

En Bolivie, les personnes dénuées de tout pouvoir ont collaboré pour réclamer leurs droits. Motivées par la pauvreté, ces populations se sont mobilisées et se sont soutenues grâce à leur organisation collective et elles ont tiré avantage d'événements qu'elles estimaient, auparavant, en dehors de leur contrôle. Les fondements de la société Bolivienne ont changé et une modification profonde de la constitution bolivienne a ouvert les portes de la participation politique aux indigènes. Une fois cette étape franchie, une action concertée et continue et un changement de la conscience culturelle ont permis aux Chiquitanos d'atteindre leurs objectifs, dont la récupération de leurs terres. Selon l'intellectuelle Naila Kabeer, «A partir d'un état d'impuissance qui se manifeste dans un sentiment de type 'Je ne peux pas', l'activisme contient un

élément de confiance en soi collective qui résulte en une sensation qui pourrait s'exprimer par 'Nous pouvons'».

Bricoler quelques peu les contours de la politique aurait pu apporter des avantages aux Chiquitanos, mais étant donné que l'inégalité aurait été conservée au sein de l'état et qu'elle aurait caractérisé, comme avant, les relations entre certains citoyens, des changements anecdotiques ne pouvaient permettre la transformation nécessaire. Les citoyens actifs ont incité l'état à être davantage efficace.

Les bonnes politiques ne peuvent prendre racine dans un environnement qui leur est hostile. Pour pouvoir mettre en place le développement, les gouvernements et les citoyens doivent s'unir afin de soutenir – et de réclamer – une égalité plus étendue. Il faut concevoir une nouvelle vision du pouvoir et de la politique dans laquelle le maintien des droits et l'égalité occuperaient une place centrale. Les dirigeants ne doivent pas utiliser leur pouvoir politique pour exclure et réprimer. Les citoyens doivent être soutenus afin de pouvoir demander des comptes à leurs dirigeants. Tous ceux qui influencent le développement – les citoyens, les gouvernements, le système international, les entreprises et les organisations non-gouvernementales – doivent prendre ce message extrêmement au sérieux, comme nous le verrons dans le Chapitre 5.

---

**Pour mettre en place le développement, les gouvernements et les citoyens doivent s'unir afin de soutenir – et de réclamer – une égalité plus étendue.**

---

Si vous voulez lire davantage sur la politique et le pouvoir, visitez le site Internet «De la pauvreté au pouvoir», [www.fp2p.org](http://www.fp2p.org)

## **Citoyens et état : comment se produit le changement**

Soutenir le développement de citoyens actifs et d'états efficaces est quelque chose de vital pour la réduction de l'inégalité – mais leur relation est complexe et leur développement n'est pas linéaire. L'accès d'un pays aux ressources naturelles, sa situation politique, son positionnement international, son développement historique, sa constitution religieuse et culturelle, tous ces critères influencent le développement – la manière dont les citoyens et les gouvernements interagissent et se transforment. Cette partie du livre explore quelques idées touchant à la relation entre les citoyens et les états.

Les actions des citoyens peuvent inciter, voire obliger, leurs gouvernements à changer. Les mouvements citoyens peuvent rendre les gouvernements plus efficaces. Au Guatemala, l'Observatoire des dépenses sociales s'attaque au secret entourant le processus de création du budget de l'état et publie des analyses des dépenses gouvernementales. Les programmes de contrôle en Ouganda



**Etats efficaces – Premier mai 2006, le Président Morales annonce la nationalisation du gaz bolivien. Cette initiative rend davantage de fonds publics disponibles pour les services essentiels. Cet acte était une réponse aux demandes du mouvement indigène de Bolivie.** Photo: Renato Guimaraes/Oxfam

identifient et rendent la corruption publique. Dans certains pays, les gouvernements eux-mêmes financent des organisations non-gouvernementales qui fournissent un contrôle et un contrepoids à leur pouvoir et leurs décisions.

Inversement, les politiques gouvernementales, sur l'éducation, les droits et l'identité, par exemples, peuvent modifier l'attitude des citoyens, leurs croyances et leur comportement. C'est parfois nécessaire pour empêcher des citoyens actifs de menacer les droits des minorités – le mouvement suprémaciste blanc par exemple. Il y aura toujours des tensions entre les citoyens et les états. Le défi est de les rendre productives, et de faire en sorte que les droits de l'homme et l'égalité soit au centre. Les gouvernements peuvent encourager les citoyens à être actifs et les citoyens peuvent encourager les gouvernements à être efficaces.

Historiquement, les «états efficaces» ont été considérés comme tels en raison de leur croissance économique. Mais le bien-être va au-delà de cette croissance et les états négligent souvent d'importants aspects non-monétaires. Cette négligence a pour conséquence l'impuissance et l'exclusion. S'il n'y a pas de citoyens actifs pour demander des comptes aux dirigeants, la croissance économique est susceptible de bénéficier à quelques rares personnes, aux dépens des autres.

L'accroissement du bien-être et la réduction des inégalités œuvrent au bonheur et à la santé des citoyens et à l'amélioration des travailleurs. Il est donc dans l'intérêt des états, du point de vue éthique et économique, d'encourager une citoyenneté active. La réduction des inégalités requiert à la fois des états efficaces et des citoyens actifs. Les stratégies de développement qui placent les droits et l'égalité en leur centre sont cruciales – qu'elles soient initiées par les citoyens ou les gouvernements.



**Le taureau de Wall Street à New York – un symbole de la prospérité et de l'optimisme financiers.** Photo: Gary Millikan 2007

# 3.

## Partager les richesses

**L**es revenus et les richesses ne sont pas les seuls facteurs qui conditionnent le bien-être d'une personne mais c'en est malgré tout une composante importante. Nos revenus sont, dans une large mesure, déterminés par les opérations du marché, les structures à travers lesquels les gens achètent et vendent des biens et des services. Au mieux, les marchés sont des engins puissants, qui génèrent de la richesse et qui transforment la vie et les attentes des populations. Au pire, ils excluent les pauvres, creusent les inégalités et dégradent l'environnement. Comment les marchés peuvent-ils promouvoir une croissance équitable et durable ?



L'économie est le principal instrument utilisé pour donner du sens aux marchés et les réguler.

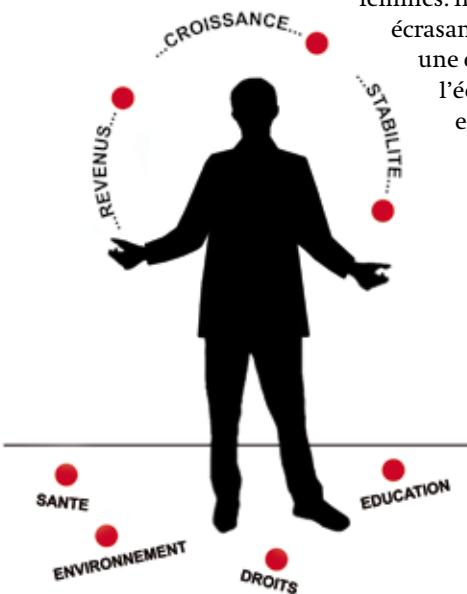
Mais elle a tendance à assimiler le revenu au bien-être, alors que le bien-être est également influencé par les relations de pouvoir, la discrimination et la capacité de prendre part à la société. Les marchés qui sont organisés afin de maximiser les revenus au dépens de l'équité et des droits de l'homme, ne contribueront pas, dans le long terme, au développement.

Les stratégies de développement ignorent ou sous estiment des facteurs cruciaux. Deux exemples :

Le travail non rémunéré (aider des personnes âgées ou des malades, faire le ménage ou élever des enfants) n'est pas pris en compte dans «l'économie réelle». En fait, la valeur du travail ménager représenterait entre 35 et 55% de la production économique. Cette omission porte préjudice aux droits des femmes. Les décisions prises sur la base de cette analyse imparfaite sont susceptibles de perpétuer l'inégalité en sous-évaluant la contribution économique des

femmes. Il existe pourtant des preuves écrasantes montrant que là où il y a une égalité entre les sexes, l'économie est plus prospère et efficace.

De façon similaire, l'utilisation des ressources naturelles et la pollution, ainsi que les émissions de carbone qui en résultent devraient être incluses dans les calculs économiques, comme l'explique la page d'à côté.



## Quantifier l'environnement

La «comptabilisation du coût complet» est une méthode de fixation des prix des biens et services qui prend en compte les coûts véritables, dont les coûts environnementaux et sociaux. Le coût «complet» d'une voiture inclut son impact environnemental, le coût de sa destruction éventuelle ainsi que celui de sa fabrication. La diminution des ressources naturelles ainsi que les dommages causés à l'environnement pourraient également être inclus dans le calcul du produit intérieur brut annuel d'un pays (PIB : la valeur de l'ensemble des biens et services produits).

Les économistes de la Banque mondiale ont utilisé cette approche, en 2003, lorsqu'ils ont estimé la diminution des ressources naturelles et les dommages liés à la pollution en Bolivie. Leur conclusion est éclairante : alors que l'analyse économique conventionnelle estimait que l'épargne nationale équivalait à l'ordre de 12% de la production économique, la comptabilisation du coût complet montra qu'il y avait, en réalité, une perte de près de 4%.

Bien qu'il soit, par exemple, difficile d'évaluer combien les politiques soutiennent les droits humains, les gouvernements (les donateurs et les institutions financières internationaux) ne devraient, pas au moins ignorer ces facteurs par opportunisme. Dans l'élaboration des stratégies, l'analyse économique devrait soit être vue comme une pièce d'un puzzle beaucoup plus complexe soit devrait au moins tenter de quantifier ces facteurs.

Nous devons donc avoir une perception de l'économie beaucoup plus honnête et globale. De quoi avons-nous besoin d'autre pour permettre aux marchés d'alimenter un développement équitable ? Les économies rurales revêtent une grande importance pour les pauvres car la majorité des femmes

---

**«En Tanzanie, des pauvres ont décrit les riches comme ceux qui fixent les prix, tandis que les pauvres sont ceux qui sont contraints d'accepter les prix fixés par d'autres.»**

«Voix des Pauvres»

et des hommes pauvres de la planète vivent dans les zones rurales. La vie dans les zones rurales change rapidement, mais deux milliards et demi de personnes vivent toujours dans des familles rurales. L'agriculture est donc un élément essentiel au bon maintien du marché.

---

La Banque mondiale a calculé que la croissance agricole réduit la pauvreté deux fois plus vite que la croissance dans d'autres secteurs du marché : l'expérience de pays aussi divers que les Etats-Unis, le Vietnam ou le Costa Rica le confirme. Cependant, un rendement agricole accru ne soutiendra le développement que si les petits producteurs obtiennent une partie équitable des bénéfices.

Dans tous les marchés, et pas seulement les économies rurales, les entreprises privées peuvent favoriser ou entraver le développement. Mais elles peuvent également exploiter les femmes et hommes les plus démunis et nuire à l'environnement. Les gouvernements de pays en développement

## Le bio-piratage

Le biopiratage, c'est le vol puis la mise sous brevets par des entreprises, de savoirs traditionnels et de ressources naturelles sans compensation du pays d'origine. Il aggrave les inégalités : les pays industrialisés s'enrichissent aux dépens des pays pauvres bio-divers. Encore récemment, on a tenté de breveter l'utilisation du safran des Indes pour guérir les blessures (alors qu'il s'agit d'un remède millénaire en Inde), de riz basmati, du margousier (un arbre indien dont les feuilles sont utilisées pour produire des médicaments et des pesticides) et même des extraits de poivre noir.



devraient réguler l'introduction de ces entreprises dans leur marché de sorte que leurs citoyens puissent en tirer des bénéfices potentiels et qu'ils soient également soutenus dans la défense de leurs droits en tant qu'employés.

Oxfam a maintes et maintes fois constaté que s'organiser, en formant des coopératives par exemple, peut mettre les producteurs en position de force pour négocier avec les acheteurs, et la syndicalisation (qui doit d'ailleurs être légalisée et soutenue par l'Etat) peut garantir le respect par les employeurs des droits des travailleurs.

Les marchés peuvent être une force pour le meilleur ou pour le pire. La croissance économique et les structures du marché qui régissent le commerce font partie de la solution à la pauvreté et peuvent contribuer à réduire l'inégalité. Ce sont les objectifs et l'analyse des marchés qui doivent être repensés. Ils devraient être gérés par les états dans l'intérêt de leurs citoyens et de leur développement économique durable.

**Des membres de la coopérative de pêcheurs Machuara Sangathan (village de Sania, Chattapur, Inde) ont fait une belle prise. La coopérative a aidé les pêcheurs locaux à mieux contrôler leurs étangs locaux et donc leurs revenus, plutôt que de travailler pour de riches propriétaires.**

Photo: Rajendra Shaw/Oxfam



## **Tirer les leçons des «économies des tigres asiatiques»**

### **Quelques facteurs communs aux états qui génèrent de la croissance économique**

On peut tirer certains enseignements en étudiant les pays en développement qui ont le mieux réussi ces dernières années : La Chine, Taiwan, la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie et le Vietnam. Malgré des bilans mitigés en matière de droits de l'homme, ils se sont développés économiquement et ont réduit la pauvreté. Ces pays sont énormément différents en taille, au niveau du type d'économie et de leur politique, mais leurs chemins vers le développement ont des caractéristiques communes desquelles on peut tirer des leçons en termes de succès économique.

Ils ont gouverné pour l'avenir : les gouvernements ont voulu transformer le pays, plutôt que simplement obtenir des résultats à court terme ou détourner la richesse au seul profit de l'élite. Les fonctionnaires ont, en grande partie, été choisis sur la base de leur mérite plutôt qu'en fonction de leurs connexions personnelles ou leur appartenance à un parti.

Ils ont favorisé la croissance économique: les gouvernements sont intervenus activement dans l'économie du pays, ils ont développé les infrastructures (routes, communications etc.) et ont financièrement soutenu les industries qu'ils considéraient comme des «gagnants» potentiels. Si les entreprises ou les secteurs n'étaient pas performants, l'état retirait son soutien. Ils ont réduit au minimum leur dépendance à l'égard des sources volatiles d'investissement étranger en favorisant l'épargne et les investissements internes.

Ils ont commencé par l'égalité: La Corée du Sud et Taiwan ont amorcé leur décollage en introduisant des réformes agraires radicales; La Malaisie a pris des mesures positives en faveur de l'ethnie malaise économiquement exclue; ces états ont activement intégré les femmes dans leurs économies.





Ils ont introduit des distinctions dans leurs rapports avec l'économie mondiale : ils ont utilisé le commerce pour produire de la richesse mais ont protégé les industries naissantes. Les gouvernements ont activement favorisé les sociétés nationales et ont contrôlé les investissements étrangers en s'assurant qu'ils bénéficient à l'ensemble de l'économie.

Ils ont garanti la santé et l'éducation pour tous : le développement est synonyme de populations instruites et en bonne santé, et pas uniquement parce qu'une économie industrielle requiert une main d'œuvre saine et qualifiée. Au cours des dernières décennies, de nombreux pays en développement (pas uniquement en Asie de l'Est) ont fait d'énormes progrès en matière de santé et d'éducation.





Des militants de la campagne «Fight Climate Poverty» lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique à Bali, Décembre 2007. Photo: Swan Ti Ng / Oxfam International

# 5.

## Changer les règles

**L**e pouvoir d'améliorer la vie sur cette planète réside principalement entre les mains des citoyens et des gouvernements nationaux. Mais le tissu d'institutions internationales, de lois, de réglementations et d'accords, collectivement connus sous le nom de «gouvernance mondiale», influence profondément les activités des états et des citoyens, en soutenant ou limitant leur capacité d'action. Leurs opérations peuvent soit aggraver les inégalités soit faire partie de la solution.

Une bonne «gouvernance mondiale» pourrait aider à combattre la pauvreté et les inégalités de sept manières différentes :

- > En régulant l'économie mondiale, par exemple, en changeant les règles en matière de commerce, d'investissements et des marchés financiers internationaux ;
- > En redistribuant la richesse, la technologie et les savoirs par le biais de l'aide au développement et/ou d'autres mécanismes ;
- > En prévenant le changement climatique et les menaces sanitaires, par le biais d'institutions ou d'accords internationaux ;
- > En évitant la guerre et en limitant les abus pendant la guerre en proposant un forum de négociation et en faisant respecter les lois humanitaires internationales, telles que la Convention de Genève ;
- > En empêchant les pays ou les entreprises puissants de nuire aux plus faibles et aux plus pauvres. Cela inclut la régulation du commerce des armes, des émissions de carbone, la corruption et les politiques commerciales destructrices ;
- > En fournissant aux plus vulnérables un filet de sécurité en cas de catastrophe et lorsque les états sont incapables ou peu disposés à faire face, via notamment le travail humanitaire des agences des Nations unies ou la «responsabilité de protéger» de toute la communauté internationale ;
- > En contestant certaines attitudes et des croyances, par exemple via la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou la Convention sur les Droits de l'Enfant.

Mais cet énorme potentiel est loin d'être utilisé.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international sont deux acteurs clés (avec les banques de développement régionales, ils forment ce que l'on appelle les Institutions financières internationales ou IFI). La Banque et le Fonds ont respectivement été conçus pour financer des programmes de développement à long terme et pour prêter de l'argent en cas de crises financières. En basant bon nombre de leurs politiques sur le modèle économique défectueux décrit dans le Chapitre 3, certaines de leurs stratégies des trente dernières années ont causé un mal considérable. En 1999, ils ont annoncé que la réduction de la pauvreté serait placée au cœur de l'élaboration de leurs politiques, mais dans la pratique certains aspects restent inchangés ou évoluent beaucoup trop lentement. Ils continuent à faire pression sur les pays en développement pour qu'ils ouvrent leurs marchés aux entreprises multinationales, qu'ils dérèglent les secteurs financiers et qu'ils mettent un terme aux aides publiques à l'agriculture et à l'industrie.

---

**Une bonne «gouvernance mondiale» pourrait aider à combattre la pauvreté et les inégalités mais ce potentiel est loin d'être utilisé.**

---

Les IFI pourraient changer de plusieurs manières. Pour soutenir un développement mené par les états et des citoyens, le FMI pourrait ralentir son implication dans les pays en développement, sauf lorsqu'il est approché pour un prêt ou prodiguer des conseils. La Banque mondiale et le FMI pourraient accorder aux pays en développement davantage de marge de manœuvre pour définir leurs propres stratégies de développement. Il suffirait pour ça de délier «conseil politique» et «prêt des IFI». Ils pourraient également modifier leurs instances dirigeantes, qui sont dominées par les pays développés: les pays d'Afrique subsaharienne représentent 27% des pays membres mais ne disposent que de 8% des voix dans l'organe en charge des prêts de la Banque mondiale. Elles devraient aussi mettre fin à la pratique d'un autre âge qui consiste à toujours donner aux Etats-Unis la possibilité de choisir le directeur de la Banque mondiale et à l'Europe celle de sélectionner le patron du FMI. Le FMI doit repenser

radicalement son analyse du développement. La Banque mondiale doit quant à elle réduire le gouffre qui existe entre ce qu'elle dit et pense à Washington et ce qu'elle fait réellement dans les pays en développement. Les deux pourraient également augmenter leur soutien aux «biens publics mondiaux» comme les progrès technologiques dans les domaines de la santé ou de l'agriculture.

Il est aussi urgent de réformer les systèmes commerciaux internationaux. Les pays riches utilisent des tarifs excessifs (des taxes sur les importations) pour empêcher les exportations des pays en développement. L'appui des pays riches à l'agriculture,

---

**A l'époque où ils se développaient, les pays riches ont utilisé les tarifs douaniers et d'autres mesures pour protéger leurs industries naissantes mais aujourd'hui, ils empêchent les pays en développement de faire la même chose.**

---

par le biais de subventions et d'autres mesures, s'élève à 280 milliards de dollars par année. C'est le double du total de l'aide mondiale. Cela permet à certains producteurs aux Etats-Unis et dans l'Union européenne d'exporter à un prix inférieur à la moitié du coût de production, et donc de vendre moins cher que les producteurs des pays en développement. Les réglementations forcent également les pays pauvres à réduire leurs propres tarifs sur les importations, les amputant ainsi

d'une source de revenu importante.

Les règles (y compris celles définies au sein de l'Organisation mondiale du Commerce) protègent les intérêts des pays développés, empêchent les pays en développement d'être compétitifs et permettent aux exportateurs des pays riches d'inonder les marchés des pays en développement de leurs produits. A l'époque où ils se développaient, les pays riches ont fait usage des tarifs douaniers et d'autres mesures pour protéger leurs industries naissantes mais aujourd'hui, les règles du commerce mondial empêchent les pays en développement d'en faire de même.

Alors que les pays riches concentrent leur attention sur la libre circulation de l'argent, des biens et des services, ils consacrent beaucoup moins d'énergie à la circulation des personnes. Pourtant les migrations ont permis à des millions de familles de s'extraire de la pauvreté. Chaque année, les travailleurs migrants envoient dans leur pays d'origine une quantité d'argent deux fois supérieure à l'aide internationale. En règle générale, cet argent est dépensé pour subvenir aux besoins de base des familles, y compris l'éducation et les soins de santé. Les migrants ont à la fois besoin de l'appui de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil pour garantir le respect de leurs droits et pour assurer leur protection légale. Un système international permettant d'augmenter les flux de migrants provisoires pourrait atténuer les craintes dans les pays d'accueil, réduire la discrimination dont les migrants sont victimes et permettre à la migration de contribuer davantage au développement.

Les entreprises transnationales (ETN) sont des acteurs mondiaux et peuvent être une force pour le bien ou pour le mal. Elles peuvent fournir emploi et richesse aux communautés ou exploiter les travailleurs, l'environnement et les ressources naturelles. Les gouvernements nationaux devraient réguler les entreprises, mais à un niveau mondial, les ETN devraient quant à elles accepter une certaine responsabilité par rapport aux vies de tous ceux sur lesquelles elles ont une incidence, pas uniquement à celles de leurs employés directs. Ça commence à venir : de grandes marques de vêtements endossent la responsabilité des conditions de travail dans les usines de leurs fournisseurs (c'est le résultat d'un activisme soutenu de la part des consommateurs) mais il faut agir à tous les niveaux. Les entreprises devraient être plus transparentes au sujet de leurs politiques et leurs impacts environnementaux et sociaux, de sorte que les citoyens actifs et les gouvernements puissent leur demander des comptes. Les ETN devraient être jugées légalement responsables de toute nuisance environnementale ou sociale causée par leurs activités.

Quand les ETN paient leurs impôts, la recette peut financer davantage d'écoles et d'hôpitaux et contribuer à transformer l'économie, mais les grandes entreprises ont de nombreuses stratégies pour éviter les taxes. Dans l'ensemble, on estime que le monde en développement passe à côté de 385 milliards de dollars par an à cause de l'évasion fiscale.

Comme nous l'avons vu, il est urgent d'agir maintenant et au niveau mondial pour empêcher le changement climatique catastrophique. Ses impacts n'auront pas de frontières : diminution des ressources, flambées des prix des denrées alimentaires et augmentation de la pression (sociale et financière) suite aux déplacements de population dus à la perte des terres. Une action sur une échelle mondiale peut se produire rapidement et efficacement : lorsque la communauté internationale a réagi à l'épidémie de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère, une maladie qui a tué près de 800 personnes entre 2002-03), elle est parvenue à endiguer, en seulement quatre mois, ce qui aurait pu être une épidémie planétaire. Le changement climatique doit être abordé avec une urgence encore plus grande – bien qu'il faudra évidemment plus de temps pour mettre en place tous les instruments nécessaires.

La communauté internationale a connu certains succès dans les domaines de l'aide et de la réponse humanitaire aux conflits et aux catastrophes naturelles. L'aide est abordée ci-dessous.

Au niveau international, des institutions comme les Nations unies négocient la paix avec les gouvernements par des efforts diplomatiques et, avec des organisations non gouvernementales (telles que Oxfam) fournissent des installations sanitaires, des abris, des soins de santé et de l'aide alimentaire aux victimes de catastrophe ou de conflits. Ce filet de sécurité est indispensable en période de crise. Il y a eu d'importants accords internationaux, comme celui sur les mines antipersonnel de 1999, et la décision de négocier un Traité sur les armes légères, mais des efforts

mondiaux sont régulièrement mis en veille lorsque les donateurs ne suivent pas. Les considérations politiques peuvent influencer sur les choix. Aide humanitaire, militaire ou diplomatique ? (Quelle est la visibilité de cette crise particulière pour les citoyens et les médias des pays riches ?). Tout cela mène aux crises « oubliées », où des gens continuent à être en danger parce que le type de crise à laquelle ils sont confrontés n'a pas la faveur de la communauté internationale.

Lorsque Djibouti, petit état d'Afrique de l'est, a été frappé par une grave crise alimentaire en 2005, les appels d'aide n'ont pu réunir qu'un tiers de la somme nécessaire, soit 96 dollars par personne. Par contraste, l'immense battage médiatique fait autour du tsunami asiatique en 2004 a permis de récolter quatre fois plus d'argent que nécessaire, soit 1241 dollars par personne touchée.

Pour plus de détails et d'analyses sur le système international et les types de réformes nécessaires pour améliorer son travail en matière de développement, rendez-vous sur [www.fp2p.org](http://www.fp2p.org)

## **L'aide fait-elle du mal ?**

L'aide au développement c'est de l'argent, des marchandises ou des services qui sont transférés des pays riches vers les pauvres (que ce soit via les institutions gouvernementales internationales ou les ONG). Cela ressemble à une bonne idée mais l'aide pourrait-elle aussi nuire aux citoyens et aux états ?

Il y a des débats permanents sur la quantité de l'aide. De nombreux pays doivent encore tenir leurs promesses d'augmentation faites lors de la réunion du G8 à Gleneagles, par exemple. Il y a aussi des questions sur la qualité de l'aide : comment est-elle préparée et fournie ? Quels sont ses effets ? Augmenter le financement d'une aide distribuée de façon inefficace n'a pas de sens.



L'aide peut pourtant fonctionner: l'initiative «Education pour tous» a permis de financer les frais de scolarité de 20 millions d'enfants supplémentaires depuis 2000. Les gouvernements des pays pauvres ont défini des plans pour augmenter les investissements dans l'éducation: 30 pays ont déjà été financés et, encouragé par des campagnes citoyennes, 70 autres pays consacrent désormais plus d'argent pour l'éducation.

Une «bonne» aide se base sur une évaluation réaliste des besoins (qui est d'ailleurs toujours meilleure lorsqu'elle est réalisée par des personnes du pays disposant de connaissances locales) et est fournie par les organisations et les gouvernements nationaux. L'efficacité de l'aide doit être surveillée, sans pour autant être entravée par la bureaucratie qui a infesté certains programmes. L'Ouganda, par exemple, a traité, entre 2003 et 2006, 684 accords d'aide différents avec une pléthore de pays donateurs.

Une aide mal distribuée peut véritablement saper l'efficacité des états en encourageant les gouvernements à faire passer les

---

**Une aide mal distribuée peut véritablement saper l'efficacité des états.**

---

exigences des donateurs avant celles des citoyens. Financer les organisations nationales pour qu'elles demandent des comptes aux gouvernements sur leurs dépenses peut avoir un impact. L'aide fournie par des structures d'état renforcées s'avère une meilleure option que de créer de

toute pièce des organisations qui œuvrent en parallèle aux états.

Cela dit, les donateurs ne peuvent pas non plus tourner le dos aux états fragiles et corrompus. Les personnes vivant dans ces pays sont souvent parmi celles qui ont le plus besoin d'assistance, malgré le fait que leur infrastructure pour fournir l'aide est souvent faible et perméable au vol. La réaction instinctive des politiciens est généralement de refuser l'aide à de tels régimes, ce

**Des militants d'Oxfam déguisés en leaders des pays du G8 lors du Sommet de Rostock en Allemagne, rappelant aux dirigeants de tenir leur promesse d'allouer 50 milliards de dollars supplémentaires d'aide.**

qui ne fait malheureusement qu'aggraver les problèmes.

Que peuvent donc faire les donateurs ? L'aide peut être allouée aux services de base, et accroître les salaires en vigueur dans les secteurs publics ce qui réduit la tentation de la corruption. Les gouvernements peuvent être récompensés pour leur progrès en matière de réduction de la pauvreté, tandis que simultanément, l'aide finance des organisations citoyennes et les médias qui leur demandent des comptes.





Julius Arile, militant kenyan de la campagne pour le contrôle des armes légères, a présenté au secrétaire général des Nations unies Kofi Annan la pétition au Million de visages d'Oxfam. Les Nations unies ont voté en faveur d'un Traité international sur le commerce des armes et Julius est même parvenu à trouver le temps de gagner la course de 5km «pour arrêter la violence». Photo: Cardina Penafiel/Oxfam

# 6.

## Dépêchons-nous

**C**e petit livre a pour objet de montrer les principaux défis que le monde relever aujourd'hui. Il défend l'idée qu'un changement est non seulement possible mais souhaitable parce que les inégalités, véritable gaspillage du potentiel humain, sont immorales et insoutenables et qu'elles risquent de saper la croissance économique qui a pourtant jusqu'ici permis de sortir les femmes et les hommes de la pauvreté.

Il n'est pas exagéré de dire que les risques que présente le changement climatique pourraient déstabiliser une grande partie de la planète au cours de notre existence.

Le pouvoir de vraiment changer le monde en éradiquant les inégalités et la pauvreté se trouve principalement entre les mains des citoyens et des états du monde en développement. Mais dans un monde intégré et interconnecté comme le nôtre, chacun, quel qu'il soit et où qu'il vive, a un rôle à jouer. Les citoyens du monde dans un mouvement mondial pour le changement peuvent apporter un soutien essentiel aux efforts des états et des citoyens dans les pays pauvres et combattre le statu quo international qui perpétue les inégalités et la pauvreté. Le Nord n'est pas aux commandes du développement, mais ses citoyens et ses gouvernements ont la responsabilité de dégager la route.

Il est essentiel de faire partie d'un mouvement de personnes qui croient que les inégalités doivent être défiées : une masse critique de citoyens informés et actifs dans le Nord agissant de manière solidaire avec les citoyens actifs des pays en développement et avec les gouvernements qui essayent d'être plus efficaces.

«Agir en solidarité» devrait signifier vivre nos vies selon nos principes, nous exprimer en faveur de la justice et reconnaître la possibilité d'un changement. Des personnes des mouvements enthousiasmants peuvent, et ont pu, changer le monde : après tout, les gouvernements et institutions internationales sont composés de femmes et d'hommes. Comme l'écrivait le Mahatma Gandhi : «La différence entre ce que nous faisons et ce que nous sommes capables de faire suffirait à résoudre la plupart des problèmes du monde.»

Parlez des idées de ce livre autour de vous. Pourquoi certains sont-ils des exclus de la société ? Quelles sont les attitudes et les croyances qui sont discriminatoires contre des personnes, les femmes en particulier, au quotidien et souvent de manière systématique dans toutes des nations et toutes les cultures ? Comment peut-on changer cela ? Est-il juste que les systèmes financiers permettent à certaines personnes de devenir

extrêmement riches tandis que d'autres vivent dans une abominable pauvreté ? Est-ce une fatalité ? Les femmes et les hommes dans les pays en développement devraient-ils également avoir droit à la sécurité dont bon nombre d'entre nous jouissent ? Comment y parvenir ? Les instances et les réglementations internationales pourraient-elles mieux soutenir le développement ? Pourquoi ne le font-elles pas ? Et que pouvons-nous faire pour persuader nos gouvernements de prendre le changement climatique au sérieux et de mettre la main à la poche ? En tant que citoyens, il est de notre devoir de faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils agissent dans la bonne direction. Nous pouvons vivre nos principes au quotidien en prenant des mesures individuelles, mais c'est maintenant que nos gouvernements, ainsi que nos entreprises et nos médias doivent se rendre compte de nos opinions. Nous devons être suffisamment persuasifs pour convaincre ceux qui ont le pouvoir qu'il est aussi dans leur intérêt de rompre le statu quo.

Il ne faut pas baisser les bras. Le changement est souvent une question de travail dur, de temps, de chance et d'opportunités à saisir lorsqu'elles se présentent. De grands mouvements historiques – comme l'abolition de l'esclavage, le droit de vote des femmes, la lutte contre la colonisation – ont souvent été perçus au début comme des utopies désespérées et irréalistes. Ils ont pourtant changé le monde. Les mouvements et les campagnes peuvent être efficaces. Une coalition d'organisations de développement, soutenue par plus d'un million de personnes, a réussi à persuader 153 gouvernements de voter en 2006 la mise en œuvre d'un traité juridiquement contraignant contre le commerce illégal des armes. Dans six pays d'Asie du sud, plus de 1.800 organisations travaillent ensemble pour mettre fin à la violence contre les femmes en recrutant des millions de « porteurs de changement » (femmes et hommes) disposés à défier de vieilles croyances culturelles et sociales.

Les millions de personnes en Europe et en Amérique qui se sont élevées contre la guerre en Irak ont été ignorées à l'époque. Mais cette opposition massive rendra sûrement plus dure à l'avenir l'invasion unilatérale et en toute impunité d'un état par un autre. Si nous voulons que le monde change nous devons croire que c'est possible et continuer à y travailler. Utilisez le pouvoir dont vous disposez et rappelez-vous que dans chaque pays il existe des groupes semblables de citoyens qui essaient de changer les choses par eux-mêmes.

---

**A leurs débuts, de nombreux grands mouvements dans l'histoire ont été rejetés comme des utopies désespérées et irréalistes – ils ont pourtant changé le monde.**

---

Martin Luther King a écrit : «La question la plus urgente et la plus pressante qu'il se faut poser dans la vie est : Que faites-vous pour les autres ?»

Aujourd'hui, l'urgence d'éradiquer les inégalités et la pauvreté va bien au-delà du simple impératif moral de «faire quelque chose pour les autres». Il est dans notre intérêt à tous d'agir maintenant.



**L'effet papillon et une petite action dans une partie du monde qui peut entraîner une réaction en chaîne menant à de grands changements partout. Plus nous serons à travailler ensemble, plus grand sera le potentiel de changement. Le temps est venu de déployer nos ailes...**





